

Dérive nord-atlantique

Réflexions d'une immigrante française sur la démocratie aux États-Unis, hier et aujourd'hui

par Bernadette Bucher

Quarante ans de va-et-vient entre les États-Unis et la France, non pas en voyageur *jet-set*, mais en immigrante non repentie et binationale, vous donnent sans aucun doute un point de vue bifocal à la fois sur les États-Unis et sur l'Europe. Non qu'il en soit du même coup le meilleur ou vous confère un statut d'observateur « objectif », si tant est qu'il soit jamais possible de l'être. Mais cette position bicontinentale peut avoir le mérite de regarder ce dont on parle dans un espace-temps à deux sens au niveau du vécu.

Établie à New York depuis 1964, universitaire, ethnologue, j'ai dû, comme bien d'autres immigrants français, confronter depuis des années l'incessante comparaison entre « ici » et « là-bas », ce qui se passe « chez eux » et « chez nous » ou « en Amérique » – entendons aux États-Unis – et en France qui, depuis longtemps déjà, très exactement depuis la crise des missiles de Cuba alors que j'enseignais à Montréal, était devenue à mes yeux une parcelle de l'Europe. En bref, les questions qu'on me posait des deux côtés de l'Atlantique et les réponses que j'y donnais, tant bien que mal, tournaient autour d'une seule, sous-jacente et inhérente à ma position d'immigrante : pourquoi avoir choisi de vivre en Amérique, alias aux États-Unis, et surtout d'en être finalement devenue citoyenne ? Autrement dit, était-ce vraiment mieux « là-bas » qu'« ici » ?

Or, depuis les changements radicaux survenus aux États-Unis avec l'arrivée au pouvoir de l'administration Bush, la

Guerre en Irak et les mesures d'exception antiterroristes du « *Patriotic Act* », une autre question s'est greffée sur la première : si la tournure des événements est aussi horrifiante que je le ressens comme des millions d'autres Américains (l'existence même et la vigueur de ce mouvement d'opposition étant elles-mêmes objet de litige), alors pourquoi rester « là-bas » ? Pourquoi ne pas revenir « ici » ? Cette deuxième question remet en cause ce qu'on aurait pu dire de positif sur la démocratie américaine en réponse à la première, puisqu'elle en fait la palinodie. Si je tente d'y répondre, c'est en sachant qu'elle ne m'est pas personnelle. À preuve, le nombre impressionnant d'Étatsuniens (si l'on me permet ce néologisme) qui disent « avoir honte d'être Américains » et vous demandent s'ils ne devraient pas émigrer en France, puisque le gouvernement Chirac a tenu tête à Bush sur la guerre, ou au Canada, souvent cité comme terre d'asile. C'est du même coup regarder la crise actuelle de la démocratie américaine, avec ses retombées internationales, sous l'angle immigration/émigration – terre refuge ou terre que l'on fuit – dans le contexte Europe/Amérique. Dans ces quelques réflexions, je ne pars sur les traces d'aucun voyageur illustre, mais sur celles de « mon Amérique à moi », comme le chantait Jacques Brel, celle que j'avais choisie et qui semble trahir ceux qui croyaient en elle. Ne peut-on la retrouver qu'en mémoire nostalgique ou bien faut-il reconnaître, sous les courants de dérive, comme dans l'Atlantique-Nord, des courants compensateurs en profondeur qui puissent faire entrevoir une lueur au fond du tunnel ?

Les courants de dérive

S'il y a les États-Unis d'hier et ceux d'aujourd'hui, on ne peut dire que les choses y allaient mieux alors. D'une certaine façon elles étaient pires. Il y avait d'abord les poudrières des ghettos noirs de New York, Los Angeles ou Atlanta ; le danger permanent du métro et des rues, où il fallait apprendre sur quel trottoir marcher, même en plein jour, pour éviter le *turf*, qui des portoricains, qui des *pushers* de drogues ou, à la nuit tombée, celui des homosexuels ; enfin une telle pauvreté dans les taudis urbains qu'on y pleurait parfois des enfants morts victimes de morsures de rats.

Mais surtout, en politique, aussi bien intérieure qu'internationale, la situation n'était guère plus brillante et non moins inquiétante que maintenant, même face au terrorisme actuel, s'agissant de la bonne marche de la démocratie. On était en pleine guerre froide et, trois ans après la fin de la guerre d'Algérie, on retrouvait outre-Atlantique celle du Vietnam. Les assassinats politiques de la fin des années soixante et jusque dans la décennie suivante se succédaient à une cadence effarante : pour s'en tenir aux plus célèbres, Malcolm X en plein New York, moins d'un an et demi après J. F. Kennedy, puis en 68, Martin Luther King, suivi de Bob Kennedy, sans compter à l'étranger, en Amérique du Sud, en Afrique et au Moyen-Orient, les meurtres politiques avec la complicité de la CIA et des démocraties européennes. Deux scandales majeurs, portant atteinte à la fibre même de la chose publique américaine et de ses institutions, encadrent les vingt ans qui suivirent : à l'intérieur, *Watergate* en 1972-74 sous Nixon, alors que la guerre au Vietnam tirait à sa fin et, à l'extérieur, entre 1986 et 87, l'affaire du marchandage triangulaire d'otages, d'argent et d'armes entre le gouvernement des États-Unis, l'Iran et les « contras » du Nicaragua. Alors comment pleurer aujourd'hui sur la démocratie perdue ? Qu'y avait-il donc à tant admirer et aimer ?

Courants compensateurs, contre-culture et avancée des droits civils

On s'embarque pour l'Amérique souvent moins par rêve de paradis que pour fuir, sinon l'enfer, du moins un ailleurs jugé intolérable. C'était mon cas. Fraîchement émoulue de la Sorbonne et des concours nationaux, doutant de tout, je n'étais sûre que d'une chose : mon pays, la France, n'était pas fait pour moi, ni moi pour lui. L'avenir que m'offrait l'Éducation nationale tenait du *Château* de Kafka et du *Huis Clos* sartrien. L'atmosphère intellectuelle y était asphyxiante. Le « politiquement correct », qu'on décrit maintenant comme un phénomène américain des années 1980, battait son plein dans le monde universitaire et parmi les intellectuels parisiens « engagés » sous l'égide de Sartre ou d'autres bannières déployant avec un aveuglement notoire un sens prophétique de l'Histoire marchant vers la libération et la dictature inéluctables du prolétariat. Par opposition, aux États-Unis, la liberté humaine et démocratique, au lieu d'un problème politico-philosophique abstrait, prenait d'emblée le sens concret et pragmatique des droits qu'elle vous conférait ou de l'usage que chaque individu ou groupe d'individus pouvaient en faire et, avec le mouvement des droits civils, un sens moral émotionnellement très riche s'inspirant à la fois des textes fondateurs de la nation – Déclaration d'Indépendance, Constitution et ses Amendements – et de l'Ancien et du Nouveau Testament.

Côté pragmatique aussi bien que moral, j'avais acquis sans le demander, même comme simple résidente étrangère, une liberté et des droits inouïs, aussi bien dans ma vie quotidienne, concrète et matérielle, que dans les rapports humains et l'image de soi qu'on me renvoyait. Passons sur le détail des avantages matériels dont, à travail égal, je jouissais par rapport à la France et qui me donnaient avec plus de confort et bien-être, une plus grande liberté de mouvement (transports, communications téléphoniques, accès à l'information).

C'est l'aspect le plus connu de l'attrait de l'Amérique (Canada inclus) pour les immigrants européens de l'époque. Mais d'autres avantages me faisaient ressentir avec joie une liberté qui changeait favorablement ma position existentielle dans la société. Au lieu d'être « de trop », on avait besoin de moi. Ainsi, j'avais obtenu mon travail librement avec un employeur, choisi entre dix, qui me cherchait sans me connaître, et m'a proposé un contrat après m'avoir choisie lui aussi entre x autres candidats, au lieu d'être assignée à un poste par des bureaucrates anonymes de Paris dans un lieu de France inconnu sans me demander mon avis, ni celui de l'institution qui m'emploierait. Ensuite, on me témoignait partout une confiance que mon propre pays ne m'avait jamais accordée, des cartes de crédit dans les magasins ou les banques jusqu'aux rapports de travail, de voisinage et aux contacts humains les plus quotidiens. Cette confiance devenait réciproque, puisqu'en tant que consommatrice, usagère ou dans le travail, je me sentais infiniment mieux protégée que je ne l'étais en France (étiquetages du contenu des produits, dates de consommation, recours et appels quand on est lésé, protection de l'environnement contre la pollution intérieure et extérieure, et donc de la qualité de vie dans le travail comme à l'extérieur).

L'histoire des luttes pour obtenir ces lois protectrices pouvait à elle seule donner espoir et confiance dans le système qui permettait à des individus et des associations libres de se battre avec succès contre les plus grosses industries : le romancier Upton Sinclair qui, avec son livre *The Jungle* (1906), déclencha une campagne contre l'industrie de la viande en ralliant à sa cause le président Théodore Roosevelt¹; Ralph Nader, à la tête d'un mouvement de défense des consommateurs, réussit à faire policer l'industrie automobile après le

¹ La première législation poussée par Teddy Roosevelt fut le *Meat Inspection Act* de 1906. D'autres, plus efficaces, furent mises en place dans les décennies suivantes.

succès de son livre *Unsafe at all Speed* (1962) ; ou Rachel Carson dont *Silent Spring* aboutit à l'interdiction du DDT et au contrôle des produits toxiques pour l'environnement ; finalement les lois antitrust et contre les conflits d'intérêts passés en réaction contre les monopoles (tel Standard Oil). Mais ces mesures n'auraient jamais abouti ou été appliquées sans le rôle capital de la grande presse et des médias qui diffusaient ces protestations et exposaient au grand jour les contrevenants, des restaurants sales jusqu'à la corruption des politiciens et aux grands scandales politiques.

On retrouve ce côté à la fois pragmatique et moral, amplifié émotionnellement dans le mouvement pour les droits civils qui, en créant un élan communautaire exceptionnel relayé par la presse et les médias, entre Blancs et Noirs, Républicains et Démocrates², autour de la question de la discrimination raciale puis de la guerre au Vietnam, aboutit aux grandes lois fédérales sur les droits civils, (les *Civil Rights Acts* de 1964, 1968, et 1991 et le *Voting Rights Act* de 1965) suivies des législations diverses qui étendirent la lutte contre la discrimination raciale dans le travail à celle des sexes (femmes, puis homosexuels) et de l'âge.

Alors pourquoi aujourd'hui ce même activisme protestataire, cet élan de masse unificateur, ne se produit-il pas ou semble-t-il rester sans effet face à la palinodie et destruction de ce qui fut l'âme et le socle de la démocratie américaine que j'ai connue ?

Les retombées de la dérégulation : mondialisation, guerre, terreur et mouvement d'opposition

Avec cette question, j'aimerais aussi relever le gant lancé par B.-H. Lévy dans sa « Lettre à la gauche américaine » qu'il

² Rappelons que la législation sur les droits civils qui commence à la fin du 19^e siècle a été poussée par des présidents aussi bien républicains (Harrison, Bush père) que démocrates (Kennedy, Lyndon Johnson).

qualifie de « semi-comateuse » dans la revue *The Nation*. « *Why is your outrage so little so late ?* » résume la revue. D'abord, on pourrait discuter l'usage qu'il y fait du terme de « gauche ». Si le mot peut recouper certains sens compris dans la gauche intellectuelle française, il est trop étroit pour couvrir les mouvements de protestation, de désobéissance civile, de luttes pour la justice contre les grosses industries, ni jadis, ni maintenant. Mais surtout, sans le savoir peut-être, B.-H. L. tombe dans le cercle vicieux de la propagande gouvernementale de l'administration Bush relayée par la grande presse et les médias : on s'assure que toute protestation du public, ou contestation de personnalités, même les plus hautes (le Pape, l'ancien président Carter, le sénateur Robert Byrd) ou du cinéma, soient minimisée, étouffée, ou noyée. Puis on dit : « *Vous voyez, la majorité est derrière nous. Seule une petite minorité faiblarde, de rêveurs ex-soixante-huitards, d'antipatriotiques, s'opposent à notre politique.* »

Quand l'ancien président des États-Unis, Jimmy Carter, écrit au *New York Times* avant la guerre en Irak pour dénoncer l'argument fallacieux de Bush que c'est une guerre sainte (« *The Wrong War For The Wrong Reasons* »), c'est dans la page *OpEd* (éditoriaux ouverts au public). On ne la discute pas : coup de couteau dans l'eau. Quelques jours plus tard le sénateur républicain McCain contre-attaque : « *The Right War for The Right Reason* », sans pour autant engager le débat avec Carter : point final. Le pape envoie deux fois à Washington un légat plaider contre la guerre. On en fait l'annonce incidemment sans qu'elle devienne pour autant nouvelle à discuter, sauf quelques jours après pour titrer : *La position du pape divise les catholiques*.

Côté foules, le 15 février 2003, dans un froid glacial, 250 000 à 500 000 personnes se rendent à l'ONU pour protester contre l'annonce de la guerre. J'y étais. Des barrages de police nous empêchaient d'atteindre la 1^{ère} Avenue en bloquant les rues transversales et nous firent remonter vingt blocs plus haut

sur les autres avenues pour disperser la foule sur un très grand périmètre jusque dans l'ouest. Le jour même aucune des grandes chaînes de télévision ni de radio ne diffusait la manifestation. Elle fut mentionnée comme altérant la circulation des voitures, sans être matière à débat. Celle-ci, tout comme les nombreuses autres manifestations dans les parcs, les lieux publics à travers l'Amérique ne sont pas comptées au crédit de l'opposition à la guerre.

Seules les chaînes publiques (MNN à New York) et des radios dissidentes comme WBAI, Radio Pacifica ont activement participé à cette journée, du matin au soir, et continuent avec une force accrue à servir de tribune au mouvement d'opposition. Ces voix sont multiples. Elles incluent bien sûr Gore Vidal, cité par B.-H. L., mais il n'est pas le seul. Dans une émission comme *Democracy Now*, menée avec un dynamisme et professionnalisme infatigables par la journaliste Amy Goodman, des dizaines de voix de tous les coins du monde informent, analysent, commentent librement les événements passés sous silence ou déformés dans la grande presse et les médias. La diffusion de ces radios à travers le pays était relativement faible mais, grâce aux contributions des auditeurs et d'une campagne pour les accroître, ces postes étendent de plus en plus leur champ d'écoute. Une autre radio, moins « radicale », Air America, est nationale³.

Côté « intellectuels », il faut citer Noam Chomsky, le linguiste et grammairien de MIT, qui depuis des années parcourt les États-Unis pour parler devant des groupes locaux et publie inlassablement ses interventions avec débats publics de même que documents et amples références sur Internet. C'est là du reste où se passe de plus en plus la communication libre d'information, et se développent les réseaux entre grou-

³ On y accueille des dissidents plus en vue d'Hollywood ou de la télévision comme Michael Moore ou Al Franken.

pes et les stratégies, y compris les pétitions continuelles aux membres du Congrès pour influencer leurs votes.

Le problème n'est pas dans une gauche apathique ou « semi-comateuse ». Jamais, même du temps de la guerre au Vietnam, il n'y a eu une telle division, dissidence et un tel ressentiment contre le gouvernement dans toutes les couches de la société – mères, épouses de militaires tués piquettent jusque devant le ranch du Président et se constituent en groupes de pression ; des gens de tous âges se mobilisent sur Internet pour faire perdre un siège à un Républicain dans une circonscription du fin fond de l'Arkansas ou pour en faire gagner un à un progressiste dans des primaires démocrates locales. Des associations à buts très variés – revendications ethniques, protection de l'environnement, médecines alternatives luttant contre les dictats des industries de la santé – conjuguent leurs efforts pour s'attaquer au vrai problème qu'un article de la revue *The Nation* identifiait ainsi : regagner la démocratie perdue. Qu'avons-nous fait pour la perdre ?

Les « présumés coupables » – oligarchie internationale des grosses compagnies (industries pétrochimiques ou de reconstruction d'infrastructures démolies par les guerres), conflit israélo-palestinien, terrorisme islamique, mondialisation – sont autant des effets que des causes. La tendance à la concentration du pouvoir et de l'argent entre les mains d'un petit nombre d'individus ou de groupes de plus en plus puissants, la corruption et la tyrannie qui s'ensuivent étaient là depuis le début des démocraties. La Constitution américaine et la Déclaration d'indépendance ont été conçues pour limiter ou contrecarrer, par tous les moyens possibles, ces tendances inhérentes aux États-nations : séparation des pouvoirs, distribution des juridictions entre le fédéral et les États et entre ceux-ci et les pouvoirs locaux. Séparation de l'Église et de l'État. En outre, les lois antitrust et sur les conflits d'intérêt mises en place dès la fin du 19^e siècle constituaient de puissants garde-fous, à la fois pare-chocs et filets de secours de la

démocratie américaine contre les monopoles et le « *big business* ».

Une juge fédérale à qui je demandais ce qu'étaient devenues ces lois antitrust et sur les conflits d'intérêts que j'admirais tant, me répondit qu'on ne les avait pas vraiment rayées du livre. Mais on en fait d'autres qui les contournent ou les contredisent, ou l'on choisit des gens qui vont les interpréter d'une façon nouvelle et les rendre caduques. La dérégulation commencée sous Reagan, en faisant fi de ces garde-fous, a radicalement changé cette démocratie américaine que j'ai vue à l'œuvre dans les moments durs. Si le système ne marche plus, c'est qu'on l'a trafiqué et qu'on a rendu inopérants les moyens traditionnels de défense des droits civils. Si le mouvement d'opposition à la guerre en Irak semble faible, quasi inexistant, de l'extérieur, ce n'est pas faute d'action, mais en raison de l'emprise écrasante des forces qui pèsent sur les rouages mêmes de la démocratie et en bouchent les avenues traditionnelles : ces forces sont celles des multinationales et de leurs moghols dont l'influence omniprésente domine au-delà de l'économie et des finances, la diplomatie, les guerres et les moyens d'information. C'est la dérégulation des années Reagan qui a permis que les entreprises de télécommunication, la presse et les médias soient possédés et soient sous le contrôle d'une poignée de magnats dont « l'empire » s'étend aux industries pétrochimiques, aux compagnies de construction ou aux banques d'investissements, qui ont des intérêts dans la guerre et aucun dans l'avenir de la planète.

Pour sortir de ce noir tableau, je ne vois pas pour le moment comme solution le retour en France ou en Europe, vu le caractère global du problème, et certainement pas ce que la gauche *jet-set* de B.-H. L. peut offrir. N'étant ni philosophe, ni politologue, je ne peux offrir ni pronostic ni plan d'attaque. En tant qu'ethnologue, je ne peux m'empêcher de voir la crise de la démocratie et l'hégémonie mondiale d'une oligarchie comme une inadaptation de l'humanité à ses propres

triumphes, en particulier technologiques, De ce point de vue, Europe ou Amérique, droite ou gauche, nous avons tous loupé le coche.

En tant que témoin de mon temps dans ce coin du monde où j'ai immigré, je prends au moins courage et espoir dans les multiples voies, anciennes et nouvelles, par lesquelles le mouvement d'opposition s'organise et s'adapte, dans la pénombre puisqu'on lui refuse les phares, à cette crise aux tournures d'*Apocalypse Now*, qui n'est donc pas sans précédent.